

NOUVEAU PIC DES MANIFESTATIONS DES  
FEMMES IRANIENNES AVEC POUR  
MOT D'ORDRE DE BOYCOTT ÉLECTORAL

MAI  
2021

RAPPORT

MENSUEL



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

## Nouveau pic des manifestations des femmes iraniennes avec pour mot d'ordre de boycott électoral

CNRI Femmes - Tout au long du mois de mai, les rues des grandes villes d'Iran ont été le théâtre de manifestations de femmes iraniennes scandant NON à la prochaine farce électorale présidentielle du régime.

Le régime clérical a intensifié la répression ces derniers mois, multipliant les exécutions et d'autres violations des droits humains. C'est pourquoi, malgré les circonstances catastrophiques de la pandémie et son lourd bilan dépassant les 300 000 morts, des personnes issues de divers secteurs sociaux sont descendues dans la rue tous les jours pour réclamer leurs droits, et les manifestations ont atteint de nouveaux sommets.



Le mois dernier, des femmes de tous horizons, notamment des enseignantes, des infirmières, des pharmaciennes, des étudiantes, des retraitées, des clientes escroquées et des parentes de victimes de l'avion ukrainien abattu l'an dernier par les pasdarans, ont organisé des manifestations dans la plupart des villes. Les femmes de divers villages et régions ont également manifesté contre les pénuries d'eau, les coupures de courant et la démolition de leurs habitations par les autorités. Des familles d'agriculteurs et d'ouvriers se sont aussi jointes aux protestations.

"Le chômage généralisé, les inégalités socio-économiques sans précédent, la richesse astronomique (d'une petite minorité), la corruption administrative, culturelle et sociale inégalée, l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la population et la crise des moyens de subsistance d'une grande partie des gens, la toxicomanie galopante, la croissance effrénée des crimes, de la violence et du suicide, (le phénomène des) femmes à la rue, le travail des enfants, la fuite des cerveaux, la fuite des capitaux, etc." s'inscrivent au nombre des problèmes de la société iranienne mentionnés par le quotidien officiel Sharq le 8 mai 2021.

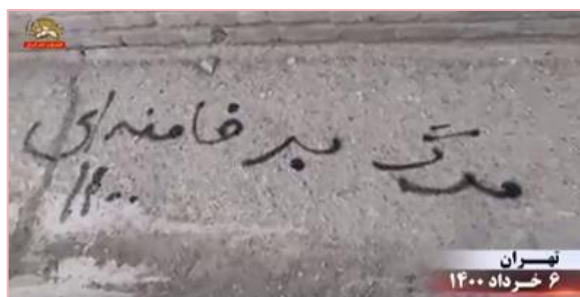
L'autre face de tant de problèmes et de pauvreté est la montée des manifestations des Iraniens qui ont décidé de boycotter la farce électorale présidentielle prévu pour le 18 juin.



Le boycott électoral fait partie des principaux slogans de toutes ces protestations. En criant "nous ne voterons plus", les manifestants attestent de l'illégitimité absolue du simulacre d'élection. Ebrahim Raïssi, le bourreau du massacre des prisonniers politiques de l'été 1988, choisi par le guide suprême des mollahs, symbolise cette illégitimité.

Les manifestants ont également conspué les dirigeants du régime en scandant des slogans tels que "A bas Rohani".

Ayant l'expérience des manifestations de colère publique, des femmes et des jeunes lors de plusieurs grands mouvements de manifestations successives ces dernières années, la dictature religieuse voit sa seule porte de sortie dans la répression de toute dissidence, comme elle l'a toujours fait en 42 ans de pouvoir.





Réagissant aux manifestations et aux cris de "Nous ne voterons plus", Qassem Rezaï, commandant par intérim des forces de police, a déclaré : "Nous sévrons contre tout séditieux qui veut troubler l'ordre public !". (Agence Entekhab - 20 mai 2021)

### Manifestations des femmes iraniennes de tous horizons

Les manifestations de femmes iraniennes se sont élevées à au moins 127 au cours du mois de mai.

Les enseignantes ont organisé au moins [29 manifestations](#) en mai. Ces jeunes enseignantes ont protesté pendant quatre jours consécutifs. La plupart sont titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat. Elles veulent un emploi officiel, mais les autorités ne leur en donne pas la possibilité. Les enseignantes en alphabétisation ont également protesté pendant trois jours d'affilé.

De leurs côtés, les retraitées du secteur de la santé veulent des pensions égales à celles des employés. Dans leurs slogans, elles ont protesté contre leurs paniers vides.

Des [étudiantes](#) ont participé à au moins 42 manifestations de protestation ce mois-ci contre les examens devant être passés en personne. Elles réclament des examens en ligne.

Les infirmières et le personnel hospitalier, excédés par le non-paiement des salaires et des prestations pendant l'épidémie de coronavirus, ont également organisé des manifestations.



### Activités des femmes dans les unités de résistance



Les femmes courageuses des unités de résistance maintiennent chaque jour allumée la flamme de la résistance, des manifestations et du boycott électoral dans les villes.

Elles installent des pancartes sur les routes et autoroutes et taguent des graffitis anti-régime sur les murs, appelant au boycott de la farce électorale dans tout le pays pour répondre aux assassins des 1 500 martyrs du soulèvement de novembre 2019. Téhéran, Machad, Ispahan, Chiraz, Ilam, Kermanschah, Hamedan, Lahidjan, Gorgan, Nichapour, Saqqez et d'autres grandes villes ont été le théâtre de ces activités.

Par exemple, du 18 au 22 mai 2021, des femmes et des jeunes des unités de résistance ont distribué des tracts portant ces messages : "Le boycott électoral est un devoir patriotique". Ils ont noirci les murs de la ville avec le slogan : "Je vote pour le renversement du régime".

Des femmes et des filles des unités de résistance, prennent des vidéos de leurs activités et les postent sur les médias sociaux. Ces actions audacieuses font briller l'espoir dans le cœur des Iraniens et fissurent les murs de la peur et de la répression dans chaque ville.

### Les mères des martyrs de novembre 2019

Les mères des martyrs de novembre 2019 ont été à l'avant-garde des manifestations des femmes iraniennes. Elles ont profité de toutes les occasions pour déclarer ce pour quoi elles votent : renverser le régime corrompu et sanguinaire des mollahs.

Elles ont publié des dizaines de clips vidéo, de lettres et de messages sur les médias sociaux. Elles ont également organisé divers rassemblements de protestation, brandissant les photos de leurs enfants tués et [demandant justice](#). Dans l'une de ces réunions, des mères des martyrs de novembre 2019 ont juré d'appeler à la justice pour leurs enfants jusqu'à leur dernier souffle.

Elles n'ont pas hésité à déclarer ensemble ouvertement : "Nous voulons le renversement de ce régime. Nous votons pour le renversement du régime."

Une mère a dit : « Ceux qui votent à cette élection sont tout aussi coupables que les responsables qui ont ordonné le meurtre de nos enfants. Nous ne pardonnerons jamais. Toute personne qui dépose un bulletin de vote et participe à cette élection commet un crime et une trahison. »

Une autre mère endeuillée a déclaré : » Le fait de voter (dans cette élection) trahit les générations futures et ne pourra jamais être compensé. »

Une autre encore a mis en garde : « Ne votez pas pour ce régime ! Voter pour ce régime, c'est voter contre l'avenir de vos enfants. Je souhaite que plus aucun parent ne connaisse la perte de ses enfants ! »

Par ailleurs le 16 mai 2021, les services de renseignement d'Ahwaz ont arrêté [Mme Badrieh Hamidavi](#), la mère du jeune Ali Tamimi, tué par les forces de sécurité en novembre 2019. Mme Hamidavi avait accueilli et salué les jeunes qui s'étaient rassemblés devant son domicile pour rendre hommage à la mémoire de son fils. Les services de renseignement ont arrêté de 10 à 15 jeunes lors de descentes dans ces cérémonies.



## Les mères de victimes du massacre de 1988

Des proches et des mères de victimes du massacre de 1988 se sont [rassemblées au cimetière de Khavaran](#) le 13 mai 2021 pour exprimer leur condamnation de la destruction par le régime des fosses communes où sont enterrés leurs proches.



Ces familles tenaient des pancartes et scandaient des slogans, notamment contre Ebrahim Raïssi, le chef du pouvoir judiciaire, qui est candidat à la mascarade électorale présidentielle. Raïssi était membre du comité de la mort à Téhéran et a joué un rôle central lors du [massacre de 30 000 prisonniers politiques](#) en 1988. Les États-Unis ont inscrit Raïssi sur une liste noire pour ses violations flagrantes des droits humains en Iran.

Ces proches et [mères](#) des victimes du massacre de 1988 brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : "Khavaran, un document durable de crime contre l'humanité en Iran, le massacre de 1988" et "jusqu'à ce que les criminels soient poursuivis et répondent de leurs actes, nous ne pardonnerons ni n'oublierons".

## Conditions pénibles des détenues et des quartiers pour femmes

Les sections suivantes examinent les conditions de vie de certaines prisonnières politiques, les arrestations arbitraires de bahaïes dans différentes villes et la situation dans les quartiers des femmes des prisons de Tabriz, Sepidar et Qarchak.

### La prisonnière politique Maryam Akbari Monfared

La prisonnière politique Maryam Akbari Monfared reste soumise à une [pression maximale](#) par le ministère du Renseignement, près de trois mois après son bannissement à la prison centrale de Semnan.

Son cas est suivi directement par le ministère du Renseignement. Personne, pas même le procureur adjoint qui supervise les questions relatives aux prisonniers politiques, n'est autorisé à interférer dans le cas de Maryam Akbari. Le ministère du Renseignement ne permet d'accéder à aucune de ses demandes.



Elle est privée des droits les plus fondamentaux des prisonniers, notamment de l'accès aux journaux, aux soins médicaux et aux autorisations de sorties de prison.

Maryam Akbari Monfared a été violemment bannie de la prison d'Evine vers la prison centrale de Semnan le 9 mars 2021.

Maryam Akbari Monfared a trois filles et purge sa 12e année de prison sans un seul jour de sortie. Arrêtée le 31 décembre 2009, elle a été condamnée à 15 ans de prison sous l'accusation de Moharebeh (guerre contre Dieu) pour "appartenance à l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran" (OMPI), une accusation que Mme Akbari n'a jamais acceptée. Elle souffre d'un dysfonctionnement de la thyroïde et de rhumatismes articulaires.



## La prisonnière politique Zeinab Jalalian

La prisonnière politique kurde Zeinab Jalalian purge sa 14<sup>e</sup> année d'emprisonnement sous le coup d'une condamnation à perpétuité. Elle est actuellement détenue, malgré des conditions de santé critiques, à la prison centrale de Yazd. Elle a contracté [le Covid-19](#) alors qu'elle était à la prison de Qarchak. Son état asthmatique a compliqué son cas, avec un souffle court et de mauvaises toux.



Le ministère du Renseignement n'autorise pas son traitement dans un hôpital public et l'a privée des services médicaux les plus essentiels.

Les médecins du dispensaire de la prison centrale de Yazd ont ouvertement dit à Zeinab Jalalian qu'ils n'avaient pas les ressources suffisantes pour la soigner et qu'elle devait être emmenée dans un hôpital civil dès que possible.

Sur ordre du ministère du Renseignement, ses appels téléphoniques occasionnels à son domicile sont brefs et elle n'est autorisée à parler qu'en farsi.

Pour la quatrième fois en six mois, le ministère du Renseignement a transféré illégalement Zeinab Jalalian à la prison de Yazd le 9 novembre 2020, afin d'accroître la pression sur elle.

La prisonnière politique résistante Zeinab Jalalian, 38 ans, a été vicieusement torturée après avoir été arrêtée en 2007 pour faire de faux aveux. Les interrogateurs lui ont frappé la tête contre le mur et ont tenté de la violer. À la suite de ces tortures, elle souffre d'une vision floue et risque de devenir aveugle. Elle souffre également de diverses autres maladies.

## La prisonnière politique Atena Daemi

M. Hossein Daemi, le père de la prisonnière politique Atena Daemi, a posté un tweet le 21 mai 2021, contenant [le message de sa fille](#) depuis la prison. Dans son message depuis la prison de Lakan à Racht, Mme Daemi défie l'offre du régime de réclamer une amnistie. Elle déclare : Je crois que la libération inconditionnelle est le droit des prisonniers politiques et des prisonniers de conscience. Je leur rappelle que c'est vous qui devez implorer le peuple de vous pardonner et de vous accorder une amnistie."



Atena Daemi, 32 ans, [aurait dû être libérée](#) le 4 juillet 2020, après avoir purgé sa peine de 5 ans de prison. Mais le pouvoir judiciaire l'a de nouveau condamnée à un total de 5 ans de détention et 74 coups de fouet en raison d'accusations forgées de toutes pièces contre elle par le ministère du Renseignement et le Corps des gardiens de la révolution (pasdarans).

Les autorités de la prison d'Evine à Téhéran ont brusquement et envoyé de force Atena Daemi en exil à la prison de Lakan à Racht dans la nuit du 16 mars 2021, à la veille du Nouvel An persan.

## La prisonnière politique Somayeh Qoraishi

Les autorités de la prison centrale d'Oroumieh ont refusé un traitement urgent à la prisonnière politique Somayeh Qoraishi. Selon des rapports de la prison centrale d'Oroumieh, [Somayeh](#)

[Qoraishi](#) a souffert d'un mauvais état cardiaque le 9 mai 2021. Ses compagnes de cellule ont essayé de l'emmener au dispensaire de la prison car elle avait besoin d'un traitement urgent, mais une gardienne les a empêchées de se rendre au dispensaire.

Les autorités pénitentiaires ont rejeté les demandes répétées de congé médical de Mme Qoraishi depuis janvier 2021 afin de recevoir un traitement pour son problème cardiaque.

En février 2020, elle a été condamnée à un total de 5 ans de prison pour "agissement contre la sécurité nationale" et "propagande contre l'État" par le biais d'une coopération avec l'organisation d'opposition des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK).

Mme Qoraishi réside à Oroumieh, capitale de la province d'Azerbaïdjan occidental. Elle a été arrêtée en décembre 2019, interrogée pendant 17 jours dans le centre de détention des services de renseignement de cette ville, puis transférée à la prison centrale d'Oroumieh.

### Grèves de la faim

Au moins cinq prisonnières politiques ont entamé une grève de la faim en mai. [Saba Kord Afshari](#), Raheleh Ahmadi, Guiti Pour-Fazel, Mojgan Kavousi et Sakineh Parvaneh ont protesté contre les pressions continues exercées sur les détenues et les violations de leurs droits en prison.



La prisonnière politique Saba Kord Afshari a entamé une grève de la faim du 8 au 17 mai, refusant nourriture et médicaments à la prison de Qarchak. Elle réclamait aux autorités de relâcher la pression sur les familles des prisonniers politiques et de libérer spécifiquement sa mère de la prison d'Evine. Saba Kord Afshari a entamé une grève de la faim, bien qu'elle souffre d'un ulcère à l'estomac qui saigne et qu'elle ait déjà contracté le Covid-19 en prison. Elle a mis fin à sa grève de la faim au bout de dix jours en raison de graves problèmes de santé, mais a promis de donner suite à ses demandes.

Dans une lettre ouverte qu'elle a envoyée à sa sortie de prison le 11 mai, Saba a révélé certains crimes du régime contre elle-même et d'autres prisonnières politiques.

Mme Kord Afshari, 22 ans, est [condamnée à 24 ans de détention](#) pour avoir protesté contre le port du voile obligatoire. Elle a été incarcérée à la prison de Qarchak le 9 décembre 2020.

Le 17 mai 2021, les prisonnières politiques [Guiti Pour-Fazel et Raheleh Ahmadi](#), la mère de Saba, ont entamé une grève de la faim à la prison d'Evine malgré de graves problèmes de santé, en solidarité avec Saba.

Dans un bref appel téléphonique à sa petite-fille, Mme Pour-Fazel a expliqué : "Je suis comme la grand-mère de Saba. Je ne peux pas voir la vie d'une jeune femme se perdre. Sa mère ne se sent pas bien du tout. Il y a beaucoup de discrimination parmi les prisonnières. Je ne peux pas rester silencieuse. Je dois faire quelque chose."

Guiti Pour-Fazel, 79 ans et avocate, a été emprisonnée pour avoir signé, à l'été 2019, une lettre adressée au guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, lui demandant de partir du pouvoir.

Raheleh Ahmadi, la mère de Saba, avait auparavant écrit une lettre ouverte à Saba, exprimant ses regrets de ne pas pouvoir la rejoindre dans sa grève de la faim en raison de son état de santé catastrophique.

Mme Ahmadi doit prendre des médicaments en raison de son problème de disque lombaire. Néanmoins, elle a entamé une grève de la faim en solidarité avec sa fille de 22 ans.

Raheleh Ahmadi est condamnée à 31 mois de prison et incarcérée depuis le 15 février 2020. [Son arrestation visait à faire pression](#) sur sa fille afin qu'elle fasse des aveux forcés.

La prisonnière politique kurde **Sakineh Parvaneh** a entamé une grève de la faim le 21 mai 2021, à Vakilabad, la prison centrale de Machad. Cette protestation s'explique notamment par son bannissement illégal à ce centre de détention. Mme Parvaneh a fait plusieurs fois la grève de la faim et souffre d'hypotension et de complications gastro-intestinales. Les services de renseignement ont rejeté l'avis médical des médecins qui demandaient qu'elle soit immédiatement transférée dans un hôpital civil.

L'écrivaine et chercheuse kurde Mojgan Kavousi a entamé une grève de la faim de 10 jours le 16 mai 2021 à la prison d'Evine. Elle s'est mise en grève pour protester contre le traitement discriminatoire des autorités concernant les autorisations de sortie de prison pendant l'épidémie de coronavirus. Elle souffre de plusieurs maladies, notamment de problèmes digestifs, de diabète et d'arythmie cardiaque.

### Répression de la communauté bahaïe, arrestations généralisées de femmes.

Le régime des mollahs a intensifié sa pression sur la communauté bahaïe en mai, arrêtant de nombreuses personnes de cette confession et prononçant de lourdes peines.

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné [Atesa Ahmadai Rafsanjani](#) à huit ans d'emprisonnement pour avoir formé un groupe visant à autonomiser les femmes.



Les forces de sécurité ont arrêté Sholeh Ashouri le 5 mai et l'ont emmenée dans un lieu non divulgué. Les agents ont fait irruption dans la maison de Mme Ashouri à Hendijan, une ville de la province du Khouzistan, alors que son mari était absent. Son arrestation a eu lieu à la suite de [l'arrestation de bahaïs à Baharestan](#), dans la province d'Ispahan, les 25 et 30 avril 2021.



Mmes Shourangiz Hamin, Roya Azadkhosh, Maryam Khorsandi, Sara Shakib, Firouzeh Rastinejad, Sanaz Rasteh, Azita Rezvani, Mojgan Pour-Shafi, Nasrin Khademi et Noushine Hemmati figurent parmi les personnes arrêtées arbitrairement à Baharestan. Des agents de renseignement ont fait une descente aux domiciles d'au moins 29 familles en raison de leur foi, brutalisant les habitants et procédant à des arrestations violentes.

Mme Maryam Khorsandi suivait une chimiothérapie, mais les forces de sécurité ne lui ont pas permis d'emporter ses médicaments.

Mme Azita Rezvani a contracté le Covid-19 et était sous traitement à son domicile.



Le tribunal révolutionnaire de Borazjan, dans la province de Bouchehr, a également condamné cinq femmes bahaïes à de longues peines de détention.

Mmes Maryam Bashir, Faranak Sheikhi, Hayedeh Ram, Minou Bashir et Dorna Isma'ili, qui résident à Chiraz et Borazjan, ont été condamnées à 12 ans et six mois de prison chacune.



## Conditions de vie dans les prisons de femmes à Tabriz, Ahwaz et Varamine

### Le nouveau quartier des femmes de la prison centrale de Tabriz.

Le 3 avril 2021, les autorités de la prison centrale de Tabriz ont déplacé le quartier des femmes dans un nouveau lieu. Le nouveau quartier a deux étages. L'étage supérieur est un petit hall divisé en quatre salles relativement grandes et une petite cour. Chaque salle abrite entre 57 et 68 détenues.

L'espace limité du quartier et le manque de ressources et d'installations suffisantes provoquent de fréquentes bagarres entre les détenues. Quatre-vingt pour cent des disputes portent sur l'utilisation du téléphone.

Chaque pièce est équipée de deux caméras en circuit fermé placées dans deux coins en haut du mur, près du plafond, afin de surveiller en permanence les détenues.

Chaque chambre a une petite fenêtre située en haut, juste en dessous du plafond, et les détenues ne peuvent pas l'ouvrir. Elles ne peuvent donc pas faire entrer de l'air frais dans la salle. Comme les gardiens de prison ferment la porte du couloir, l'air est lourd et sale.

Chaque nuit, ils entassent les prisonnières dans leurs salles pour le comptage. Ils ferment les portes et laissent les lumières allumées. Ainsi, les détenues ne peuvent pas se reposer jusqu'au matin car elles ne peuvent pas respirer.

Une petite pièce à l'étage inférieur est le dispensaire du quartier des femmes. Elle n'est ouverte qu'à heures fixes et distribue des tranquillisants, des sédatifs, des médicaments et des sirops contre la toux et des somnifères. Ainsi, si une détenue ressent des douleurs à d'autres moments, elle doit attendre l'ouverture du dispensaire.

De nombreuses détenues ont déposé des demandes pour aller chez le médecin à leurs frais, mais leurs requêtes sont restées lettres mortes auprès des autorités pénitentiaires.

### La prison de Qarchak

Les autorités de la prison de Qarchak [affament les femmes](#). Affamer les prisonniers équivaut à de la torture.

La prison de Qarchak détient quelque 2 000 détenues. Les repas sont de faible quantité et la qualité est effroyable, à tel point que la nourriture est immangeable.

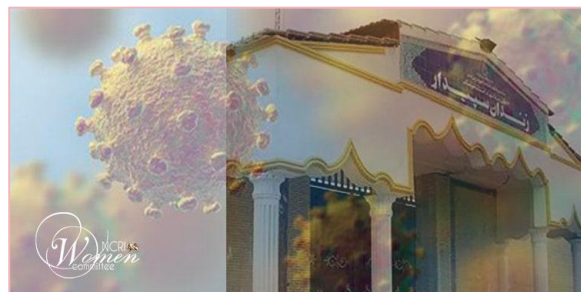


Les prisonnières politiques de Qarchak ne sont pas autorisées à parler aux autres détenues. Une gardienne les accompagne dans tous leurs déplacements vers d'autres quartiers, la bibliothèque ou lorsqu'elles vont prendre l'air. La nouvelle directrice de Qarchak, [Soghra Khodadadi](#), a demandé à ses agents de "rendre les conditions

difficiles pour les prisonnières politiques de sorte qu'elles se sentent en isolement".

### Prison de Sepidar à Ahwaz

Le quartier des femmes de la prison de Sepidar à Ahwaz connaît une nouvelle vague [d'épidémies de coronavirus](#). Au lieu de s'occuper des malades et de les transférer dans les hôpitaux municipaux, les autorités de la prison de Sepidar ont [interdit aux détenues](#) de passer des appels téléphoniques à leurs familles.



Malgré la nouvelle vague d'épidémie, les prisonnières ne sont pas testées. Elles sont détenues dans un espace limité, sans hygiène suffisante. L'endroit utilisé pour l'isolement des prisonnières infectées est séparé de la salle principale par des barreaux, et elles vont au même endroit pour prendre l'air.

Dans ces circonstances, les autorités pénitentiaires s'abstiennent toujours d'accorder des autorisations de sortie aux prisonnières. L'année dernière, à la même époque, une cinquantaine de détenues ont contracté le virus.

Les détenues du quartier des femmes de la prison Sepidar d'Ahwaz ne sont pas séparées en fonction de la catégorie de crimes, ce qui rend les [conditions encore plus complexes](#) et intolérables pour les prisonnières politiques.